

**Déclaration liminaire CSA spécial départemental
du 23 février 2023**



Monsieur le Directeur Académique,
Mesdames et Messieurs les membres du CSA-SD

Nous commencerons tout d'abord par réaffirmer notre opposition au projet de réforme des retraites qui est pour nous synonyme de désastre social.

Cette réforme sous prétexte de sauver le système actuel par répartition se traduira par 2 ans ferme de travail en plus pour tous. C'est une mesure punitive mais surtout injustifiée financièrement, elle est particulièrement injuste pour tous les travailleurs mais elle impactera surtout le niveau de pension des femmes.

L'allongement de la durée du travail ne repose sur rien. C'est le fait du prince ! Pour l'Unsa les propositions et les solutions pour traiter efficacement et durablement le dossier des retraites ne manquent pas, mais le gouvernement refuse de les entendre, tout comme il a refusé d'entendre les millions de Français qui se sont exprimés dans la rue ces dernières semaines. Enfin le pouvoir a refusé aux députés, représentants du peuple la possibilité de s'exprimer puisqu'il a décidé de recourir à l'article 49-3. C'est un déni de démocratie !

Ce gouvernement a beau sans cesse parler de dialogue social, celui-ci ne va que dans un sens. On lui parle mais il ne nous écoute pas, tout juste fait-il l'effort de nous informer des mesures qu'il compte prendre quand on ne les apprend pas dans la presse comme ce fut le cas par exemple pour la révision du bac.

Le dialogue social est un terme de communication vide de sens dans la bouche de nos dirigeants qui le bafouent allègrement. La réforme de la fonction publique est la parfaite illustration de la volonté d'atténuer l'influence des OS.

Nous retrouvons les mêmes travers au niveau de ce département, où les GT comme les instances sont devenus des chambres d'enregistrement, sans véritable conséquence sur la situation des établissements du Gard.

Les principales mesures budgétaires actées au plan national se déclinent désormais localement et vont à nouveau dégrader les conditions d'enseignement dans notre département.

En ce qui concerne la préparation de la rentrée du second degré, elle se fait sur la base du retrait de trop nombreux emplois sur tout le territoire, 18 postes supprimés et 200 heures retirées. L'argument de la baisse démographique ne tient pas quand l'on

constate que les prévisions d'effectifs sont quasi égales à celles de l'an passé avec 28 élèves de différence sur le département. Les retraits massifs de moyens depuis ces 5 dernières années ont impacté considérablement les conditions de travail de tous les agents de l'EN.

A la rentrée 2023, les mesures envisagées par opportunité concernant l'enseignement de la technologie, en plus d'être un non-sens pédagogique, seront nécessairement impactantes en termes de carte scolaire. Faut-il rappeler que cette décision du ministre n'a été présentée ni discutée dans aucune instance de dialogue social avec les organisations représentatives ? À l'heure où notre pays manque de techniciens, d'ingénieurs et de scientifiques et où le vivier de recrutement post-bac se tarit dans certaines filières scientifiques, la solution du ministère proposée face au manque d'attractivité du métier d'enseignant de technologie se traduit donc par une suppression de cet enseignement en classe de 6ème. Le refus de prendre à leur juste mesure les défis éducatifs et pédagogiques, les carences du système en matière d'attractivité et de formation se concrétisent par des réponses insatisfaisantes et hors-sujet. Les moyens nécessaires à l'accompagnement des élèves qui en ont le plus besoin ne sont pas au rendez-vous.

Pour l'UNSA, qui s'est opposée et reste opposée à la loi de transformation de la fonction publique, ce dialogue social doit s'appuyer sur une rénovation des instances qui tiennent réellement compte des enjeux majeurs de nos métiers : promouvoir nos métiers en les protégeant et respecter les personnels en écoutant leurs besoins et leurs attentes. Ce dialogue social devra être le plus efficace et sincère possible. Nous serons vigilants à ce que les dossiers puissent être traités dans des conditions optimales. Là où il faudrait de la stabilité et une vision d'ensemble, le ministère va créer encore bien inutilement des tensions sans apporter de solution aux vrais problèmes de l'École. Un état critique a été atteint. Nous sommes inquiets quant à l'avenir de notre Service Public d'Éducation et aux futures conditions de travail de nos collègues qui, toujours, se dégradent.

Nous vous remercions de votre attention.